

ASIE DU NORD-EST

LES RETOMBÉES DE L'ESSAI NORD-CORÉEN

1) A en croire un diplomate chinois de passage à Paris, la conduite de l'essai nord-coréen aurait été imposé par l'armée à Kim Jong-Il, qui y était réticent¹.

D'une certaine manière, le semi-échec apparent du 9 octobre est un avantage pour quiconque cherche à décoder les intentions nucléaires nord-coréennes. En effet, si Pyongyang a réellement l'intention de mettre sur pied une force nucléaire crédible, un second essai est probablement inévitable (comme on le sait, la dégradation de l'état des forces conventionnelles du pays va dans le sens de cette interprétation). En revanche, un engagement ferme à ne pas conduire d'autres essais accrédirait la thèse de l'essai du 9 octobre comme instrument de négociation.

Les États-Unis ont réitéré leur « garantie négative de sécurité » envers la Corée du nord au début du mois de novembre, par la voix de Mme Rice. Celle-ci a déclaré : « *We have no intention to attack or invade North Korea* »². Elle reprenait ainsi des éléments de langage exprimés pour la première fois par son prédécesseur, Colin Powell, en 2003. Mais cette déclaration n'a pas satisfait la gourmandise de Pyongyang, qui demande en effet, désormais, des garanties écrites, que Washington pourrait, selon certaines sources, être prête à lui donner³.

En tout état de cause, la capacité nucléaire aurait redonné au pays sa « *dignité* »⁴.

2) Pendant ce temps, le débat nucléaire se poursuit au Japon. Les enquêtes d'opinion montrent que la population japonaise est très partagée quant à l'opportunité de ce débat. Un sondage NTV indique que 47 % des Japonais sont en faveur d'un débat public sur la question nucléaire⁵. Une autre enquête, conduite pour le *Yomiuri Shimbun*, indique un résultat analogue

¹ « Intentions coréennes : une vision chinoise », *TTU*, n° 604, 15 novembre 2006, p. 2.

² Donald Kirk, « Rice Confirms Military Planning Strike on N. Korea's Sites But Downplays It As Routine », *East-Asia-Intel.com*, 8 novembre 2006.

³ « North Korea Could Receive Security Guarantee », *NTI Global Security Newswire*, 14 décembre 2006.

⁴ Reuters, « North Korea Says Nuclear Test Gives It 'Dignity' », 31 décembre 2006.

⁵ Cité in Tadayuki Tamai, « Debate needed on nuclear issue », *The Yomiuri Shimbun*, 15 novembre 2006.

(46 %), et confirme qu'une large majorité de la population (80 %) reste attachée au statut non nucléaire du pays⁶.

Mais les commentateurs ne se privent plus de peser le pour et le contre d'un armement nucléaire japonais. Ils font montre d'imagination : l'un d'entre eux suggère la possibilité d'un *leasing* [sic] d'armes nucléaires américaines au Japon, sous double clé, pour une période limitée⁷. Certains avancent qu'il ne serait pas opportun de se doter de l'arme nucléaire en réponse à la menace nord-coréenne, la dissuasion pouvant échouer face à un régime nord-coréen aux abois. Ils notent également que la géographie urbaine du pays rendrait le Japon particulièrement vulnérable à une frappe nucléaire⁸. Enfin, plusieurs analystes estiment que le profil sismique de l'archipel pourrait rendre difficile la conduite d'essais⁹.

Le gouvernement de M. Abe entretient lui-même vigoureusement ce débat. Le ministre des Affaires étrangères, M. Aso, a confirmé que le Japon était capable de produire des armes nucléaires¹⁰. Et le gouvernement a pris position de manière très forte sur la compatibilité entre l'arme nucléaire et l'article 9 de la Constitution (qui limite la capacité militaire du Japon à la légitime défense), en répondant par écrit à une question parlementaire que la possession de telles armes ne violerait « *pas nécessairement* » l'article 9 pour autant que le pays demeure dans une logique de légitime défense¹¹. Enfin, l'Agence de défense a fait savoir que le pays autoriserait le passage de navires dotés d'armes nucléaires dans les eaux territoriales japonaises en cas « *d'urgence* » – mais cette option a ensuite été démentie¹².

Les voisins du Japon ne sont bien entendu pas indifférents. Pyongyang ne se prive pas de stigmatiser les « *réactionnaires* » japonais, les accusant de se préparer à la « *guerre nucléaire* »¹³. Pékin, de son côté, suit attentivement le débat japonais, mais de manière plus discrète, et certains analystes chinois reconnaissent l'intérêt pour la République populaire de voir les États-Unis maintenir leur protection nucléaire du Japon, comme garantie de non-nucléarisation effective du pays¹⁴.

⁶ AFP, « Majority of Japanese Support Ban on Nuclear Weapons: Poll », 21 novembre 2006.

⁷ Masahiro Matsumura, « Prudence and Realism in Japan's Nuclear Options », The Brookings Institution, 10 novembre 2006.

⁸ Voir Bennett Richardson, « Japan Examines Its Nuclear Ambitions. Threat From North Korea Re-Opens Decades-Old Debate Over Nuclear Weapons », *Christian Science Monitor*, 7 novembre 2006.

⁹ Tamai, op. cit. ; Matsumura, op. cit.

¹⁰ Mari Yamaguchi, « Japan Capable of Making Nuclear Weapon », The Associated Press, 2 décembre 2006.

¹¹ Cité in Reuters, « Japan Can Hold Nuclear Arms For Self-Defense: Govt », 14 novembre 2006.

¹² « US Ship Bearing Nukes OK in Emergency, Defense Agency Director General Says », *The Japan Times*, 24 novembre 2006; Kyodo News, « Nukes Still Not Welcome: Cabinet », 21 décembre 2006.

¹³ KCNA, « Japan's Reactionaries' Moves for Nuclear War Denounced », 7 décembre 2006.

¹⁴ Voir Jing-Dong Yuan, « Beijing Keenly Watching Japan's Nuclear Debate », WMD Insights, Issue 10, novembre 2006, pp. 17-20.

Il apparaît donc désormais clairement que le grand débat à venir sur la révision de la Constitution, promis par M. Abe lors de son accession au poste de Premier ministre, sera fortement marqué par la question nucléaire¹⁵.

Au-delà, il apparaît tout aussi clairement que depuis l'essai du 9 octobre, le débat nucléaire asiatique a changé de portage : il y a bien désormais une problématique nucléaire « quadri-latérale » en Asie du Nord-Est (États-Unis, Chine, Corée du Nord, Japon).

¹⁵ Sur le temps nécessaire au Japon pour se doter de l'arme nucléaire et le délai de « six mois » fréquemment mentionné dans la littérature ouverte, on pourra lire avec profit l'analyse de Jeffrey Lewis, avec ses références : <http://www.armscontrolwonk.com/1339/japans-nuclear-status>.

CHINE

A WASHINGTON, LE CAMP « QUIETISTE » AFFINE SON ARGUMENTATION

Plusieurs études américaines sont venues contester, ces dernières années, la ligne officielle du Pentagone de M. Rumsfeld – et, plus généralement, celle des Républicains – quant à la montée en puissance de l'arsenal nucléaire chinois. Il n'est pas exagéré de dire que celles-ci tombent fréquemment dans le travers inverse, à savoir d'une minimisation plus ou moins consciente des efforts et des progrès de Pékin dans ce domaine¹.

Deux rapports récents viennent apporter de l'eau au moulin de l'école « quietiste ».

Un texte du *Monterey Institute for International Affairs* (MIIS) suggère que la posture nucléaire chinoise ne représentera pas une menace stratégique probable pour les États-Unis, même à long terme. Il met en avant la transformation du processus décisionnel chinois – désormais selon lui plus collectif et consensuel. Il évoque toutefois deux scénarios susceptibles de conduire à l'emploi de l'arme nucléaire par la République populaire : une crise à propos de Taiwan et un affrontement avec un Japon nucléaire. Dans ces deux cas, le courant « *hyper-nationaliste* » pourrait bien avoir le dessus à Pékin, avec le risque *in fine* d'un franchissement du seuil nucléaire².

Mais l'attention doit surtout être attirée sur le récent rapport conjoint de la *Federation of American Scientists* (FAS) et du *Natural Resources Defense Council* (NRDC), qui est sans doute la tentative la plus aboutie à ce jour de démonstration de l'inexistence d'une menace nucléaire chinoise pour les États-Unis.³ Fruit d'un travail sérieux et documenté, il est sans doute appelé à faire référence pour plusieurs années – malheureusement devrait-on dire, car il souffre de défauts sévères.

Selon lui, le rapport stratégique sino-américain est « *extrêmement disproportionné en faveur des États-Unis et le restera pour l'avenir prévisible* ». En 2015, la Chine aurait 220 armes nucléaires (dont 75 missiles pouvant atteindre le territoire américain) et les États-Unis plus de 5 000 (dont 780 missiles intercontinentaux). Le rapport estime que le programme

¹ Voir notamment Jeffrey Lewis, « The Ambiguous Arsenal », *Bulletin of The Atomic Scientists*, vol. 61, n° 3, mai-juin 2005, pp. 52-59.

² Scott Moore, « Nuclear Conflict in the 21st Century: Reviewing the Chinese Nuclear Threat », Issue Brief, Center for Non-Prolifération Studies, 18 octobre 2006.

³ Hans M. Kristensen, Robert S. Norris, Matthew G. McKinzie, « Chinese Nuclear Forces and US Nuclear War Planning », Federation of American Scientists & Natural Resources Defense Council, novembre 2006.

chinois de SNLE continuera à avancer de manière lente (pas plus de trois nouveaux SNLE dans les dix prochaines années), et que ceux-ci resteront vulnérables. Il présente deux scénarios détaillés : une frappe « désarmante » américaine contre les silos de SSBS chinois (1,5 million à 26 millions de victimes) et une frappe chinoise contre 20 villes américaines (15 à 50 millions de victimes).

L'étude n'a pas tort de relever que les projections américaines sur l'avenir de la force nucléaire chinoise ont toujours été excessivement pessimistes. Mais sa ligne générale reste contestable : elle ne prend guère en compte les scénarios d'accélération des progrès chinois ou la possibilité d'une évolution substantielle de la doctrine chinoise. Surtout, elle n'a recours qu'à des sources américaines – alors que, comme on le sait, la littérature « grise » est particulièrement abondante en Chine sur ces sujets. Enfin, une certaine méfiance persiste à la lecture d'un document qui se veut une analyse technique des capacités nucléaires chinoises (et recourt de manière convaincante à l'analyse photographique), mais ne peut masquer un certain parti pris idéologique (« Le Pentagone a choisi la Chine pour combler le vide créé par la disparition de l'Union soviétique... Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle Guerre froide. »). Ce travail semble avoir pour ambition principale de démonter les thèses du Pentagone et du camp républicain, et non de proposer à l'ensemble de la communauté stratégique internationale une analyse dépassionnée et aussi objective que possible.

ÉTATS-UNIS

MODERNISATION DES FORCES STRATEGIQUES (6)

1) Le plutonium vieillirait « *mieux que Sophia Loren* », selon l'irrévérent Jeffrey Lewis¹⁹. Ce dernier fait référence aux conclusions unanimes de trois études techniques réalisées sur cette question ces dernières années, par les deux principaux laboratoires américains et par le groupe Jason. Selon la *National Nuclear Security Administration* (NNSA), les laboratoires auraient conclu que la plupart des cœurs de plutonium dont sont dotés les étages de puissance des armes américaines actuelles auraient une durée de vie utile d'au moins 85 ans (100 ans d'après le groupe Jason). Les conclusions de ces études ont été récemment rendues publiques²⁰.

Bien évidemment, les opposants au programme *Reliable Replacement Warhead* (RRW) s'en sont emparés pour avancer qu'il n'y avait aucune urgence à lancer ce programme. Le Département de l'Énergie, pour sa part, n'a aucunement l'intention de mettre en cause ce lancement ; il mettra sans doute en avant, dans ses argumentaires, un « principe de précaution » ainsi que la nécessité de prendre en compte le vieillissement des composants non nucléaires des armes. En revanche, il lui sera probablement plus difficile de contrer les arguments de ceux qui, au Congrès, s'interrogent sur l'opportunité de financer rapidement une nouvelle installation de production de cœurs de plutonium²¹.

2) Les effets de l'impulsion électromagnétique résultant d'une explosion en haute altitude (IEM-HA) semblent désormais faire partie des menaces prises plus sérieusement en compte par le Pentagone que ce n'était le cas depuis la fin de la Guerre froide. L'on a ainsi appris, coup sur coup, la création d'un groupe de travail au Pentagone sur l'aptitude du complexe militaire américain à demeurer efficace après un tel événement²² ; et la décision d'équiper la prochaine génération de satellites GPS de capteurs spécifiquement destinés à repérer l'effet IEM²³.

¹⁹ « 3 Studies Show Pu Pits Age Well », www.armscontrolwonk.com, 29 novembre 2006.

²⁰ http://www.nnsa.doe.gov/docs/newsreleases/2006/PR_2006-11-29_NA-06-46.htm.

²¹ Voir sur ce thème James Sterngold, « Summary of Classified Plutonium Study Released. Feinstein, Others See Less Urgency for New Nuclear Warheads », *The San Francisco Chronicle*, 30 novembre 2006.

²² « Pentagon Forms Nuclear Survivability Task Force », NTI Global Security Newswire, 9 novembre 2006.

²³ « US to Deploy EMP Sensors on New Satellites », NTI Global Security Newswire, 8 novembre 2006.

3) Les législateurs de la région Nord-Ouest ne veulent décidément pas se séparer des missiles SSBS *Minuteman-III* déployés sur le territoire de leurs États (Dakota du Nord, Montana, Wyoming). Ils ont réussi pour l'instant à bloquer le retrait des 50 missiles situés sur la base de Malmstrom (Montana) proposé par la *Quadrennial Defense Review* au mois de février²⁴. Apparemment, tous les arguments sont bons à prendre : ainsi le sénateur Kent Conrad n'hésite-t-il pas à dire que l'essai nord-coréen du 9 octobre constitue une raison supplémentaire de ne pas supprimer cette capacité²⁵.

Pendant ce temps, le reste du parc de *Minuteman-III* a commencé à recevoir ses nouvelles armes W87 (retirées des SSBS *MX-Peacekeeper*), qui remplacent les vieilles W62 datant des années 1960²⁶.

²⁴ Ces 50 missiles ne sont pas exactement identiques aux 450 autres ; c'est la raison pour laquelle le Pentagone a décidé de supprimer ceux-ci.

²⁵ Mary Clare Jalonick, « Lawmakers Delay Removal of Nuclear Missiles from Wyo., Mont., N.D. », *The Casper Star Tribune*, 30 octobre 2006.

²⁶ « US Arms Minuteman ICBMs With New Warheads », NTI Global Security Newswire, 27 novembre 2006.

IRAN

***A NUCLEAR-ARMED IRAN :
A DIFFICULT BUT NOT IMPOSSIBLE POLICY PROBLEM
(UN IRAN POSSESSEUR DE L'ARME NUCLEAIRE :
UN PROBLEME POLITIQUE DIFFICILE, MAIS NON INSOLUBLE)***

Rapport de la *Century Foundation*, par Barry R. Posen, décembre 2006, 28 p.

Adresse internet : www.tcf.org

[Fiche réalisée par Bernard Sitt]

DESCRIPTION ET COMMENTAIRE

S'agissant de la crise iranienne, les négociations sont dans l'impasse et la politique de sanctions connaît depuis quelque mois un début laborieux de mise en œuvre. L'éventualité d'un échec, à la fois des unes et de l'autre, a souvent été évoquée, et paraît, selon l'auteur, aujourd'hui très probable. Le présent rapport analyse dans cette hypothèse les options réalistes restantes, et conclut qu'une stratégie américaine de dissuasion et de *containment* est possible et préférable à l'autre alternative envisageable, qui est celle de frappes préventives d'ampleur diverse, qui toutes apparaissent d'une efficacité douteuse ou contreproductives.

Les menaces que présenterait un Iran doté de l'arme nucléaire, et qu'il s'agirait de dissuader, sont au nombre de quatre :

- ⇒ Sa politique étrangère pourrait devenir plus aventureuse et plus violente ;
- ⇒ Il pourrait utiliser la menace nucléaire à des fins de chantage vis-à-vis de certains pays ;
- ⇒ Il pourrait procurer des armes nucléaires à des acteurs non étatiques ;
- ⇒ Il pourrait lancer des frappes nucléaires sur Israël, en dépit des représailles (nucléaires) qu'il ne manquerait pas de subir.

La première de ces quatre menaces mérite d'être pondérée, et l'argument de B. Posen est ici que la possession de l'arme nucléaire ne changerait guère les positions de l'Iran dans la région et au delà. Ce pays pratique déjà « la subversion et la terreur », et semble ne pas craindre outre mesure une invasion de son territoire, du fait de la taille de celui-ci (trois fois la France) et de l'importance de sa population (70 millions). Et l'échec de l'invasion

de l'Irak par la coalition américaine contribue à le renforcer dans cette vue. L'Iran pourrait par ailleurs s'abriter derrière sa dissuasion pour mener des attaques conventionnelles contre certains États voisins. Mais l'on peut observer que la capacité nucléaire d'Israël n'a pas suffi à lui éviter les attaques de missiles lors de la récente crise du Liban. Il faut noter aussi que les capacités militaires offensives conventionnelles de l'Iran sont réduites, et qu'il ne dispose pas des moyens budgétaires nécessaires à leur renforcement. De surcroît, tout État de la région attaqué par l'Iran bénéficierait de l'assistance des forces américaines stationnées dans le Golfe, qui sont considérables.

Le deuxième usage possible de la dissuasion iranienne serait celui de la coercition vis-à-vis d'États voisins, que Téhéran pourrait contraindre à distendre leurs liens avec Washington, à réduire leur production de pétrole ou à augmenter le prix du baril. L'argument de l'auteur est ici qu'aucune puissance nucléaire, depuis la fin de la Guerre froide, n'a cherché à user de la menace nucléaire à des fins de chantage politique, et que d'ailleurs les États-Unis (et leurs alliés) ne manquent pas de moyens pour contrer de telles pratiques. Parmi ces moyens, il faut en particulier noter que les États-Unis pourraient offrir une garantie nucléaire aux États arabes du Golfe. Naturellement, l'on ne peut pas être certain qu'un État tel que l'Arabie Saoudite n'hésiterait pas entre l'abri offert par la garantie américaine et une menace nucléaire iranienne. Mais ce pays ne peut évidemment pas ignorer que s'il venait à céder à la pression iranienne, cela reviendrait pour lui à se placer sous la dépendance de Téhéran.

La troisième menace de l'Iran nucléaire, qui serait celle de la fourniture d'une arme nucléaire à un acteur non étatique, est considérée par B. Posen comme hautement improbable car, pour l'Iran comme pour tout autre pays :

- ⇒ elle ne répondrait à aucun intérêt stratégique autre qu'un objectif de pure destruction, laquelle ne porterait atteinte ni à l'existence même de l'État ni à sa puissance politique ;
- ⇒ elle inviterait à des représailles nucléaires, dès lors qu'il serait possible de remonter à l'État voyou à la source, à travers l'analyse des caractéristiques de l'explosion et l'exploitation simultanée de toutes les ressources de renseignement utilisables ;
- ⇒ elle serait non contrôlable, en ce sens que l'Iran ne pourrait s'appuyer sur aucune certitude que l'arme serait effectivement utilisée contre l'objectif agréé, ou qu'elle ne serait pas recédée à un autre utilisateur.

S'agissant, enfin, du scénario de frappes nucléaires sur Israël, qui ne pourraient qu'être suivies de représailles nucléaires, il est vrai que la vulnérabilité démographique et territoriale de l'Iran à un échange nucléaire est inférieure à celle d'Israël, et que l'agressivité actuelle du régime de Téhéran à l'égard d'Israël pourrait, si elle se maintenait dans les années à venir, aller jusqu'à l'emploi de l'arme nucléaire. Mais dans un tel échange, les capacités vitales de l'Iran seraient détruites (plus de 15 millions d'Iraniens vivent dans huit villes qui concentrent l'essentiel des capacités économiques du pays), ce que les leaders iraniens actuels ne sauraient ignorer. De surcroît, le responsable au premier chef de la politique de sécurité du pays est, comme chacun le sait, non pas le président Ahmadinejad, mais le Guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Khamenei, qui est l'auteur d'une *fatwa* contre

le développement, la production, le stockage et l'utilisation de l'arme nucléaire (cf. fiche de la livraison du 15 novembre sur la question de l'Islam et l'arme nucléaire). Au demeurant, les leaders religieux iraniens ont montré par le passé qu'ils étaient sensibles aux enjeux stratégiques. Tel l'ayatollah Khomeini mettant un terme dans les années 1980 à la guerre avec l'Irak lorsqu'il eut constaté que les coûts en étaient trop importants. Ces leaders paraissent donc dissuadables. Quant à M. Ahmadinejad, en dépit de ses outrances à l'égard d'Israël, il ne saurait disposer de l'arme nucléaire avant cinq à dix ans, ce qui risque d'excéder sa durée de vie politique, limitée comme pour tout président iranien à deux mandats de quatre ans.

En conclusion, l'auteur estime que les États-Unis peuvent et doivent faire savoir à l'Iran que l'usage de l'arme nucléaire à des fins de chantage ou d'agression armée, de manière ouverte ou clandestine, le placerait sous la menace de représailles nucléaires, et qu'ils devraient dans le même temps expliquer aux États de la région les raisons pour lesquelles ils sont prêts à assumer une telle stratégie, ainsi que les modalités de celle-ci (accords de sécurité et posture militaire).

COMMENTAIRE :

L'argumentaire de B. Posen est bien structuré et convaincant dans l'ensemble : l'Iran est dissuadable. Mais il reste toutefois un point faible dans l'analyse des quatre menaces d'un Iran nucléaire : l'évaluation du risque de cession d'une arme nucléaire à un mouvement non étatique paraît optimiste. En effet :

- ⇒ l'objectif de pure destruction est justement celui d'Al Qaida : toute atteinte, même limitée, aux intérêts vitaux américains ou plus généralement occidentaux est un objectif stratégique primordial ;
- ⇒ l'identification et l'authentification de l'État à l'origine d'une frappe nucléaire terroriste ne sont nullement garanties, et celui-ci pourrait tabler sur l'impunité.

Ainsi, il n'y a pas de garantie que cette « troisième menace » soit dissuadable. C'est à notre sens l'une des raisons qui font que le scénario d'un Iran capable de l'arme nucléaire n'est pas acceptable.

ISRAËL

UN « LAPSUS » QUI TOMBE A PIC

Peu importe au fond que le « lapsus » de M. Olmert, qui a semblé évoquer en décembre la capacité nucléaire d'Israël, ait été volontaire ou involontaire. L'effet de sa déclaration est sans doute plus positif que négatif du point de vue de la sécurité du pays.

En visite en Allemagne, M. Olmert a déclaré le 11 décembre, lors d'un entretien télévisé, en réponse à une question sur la comparaison entre Israël et l'Iran :

« You know – America has nuclear weapons. Russia has nuclear weapons. So why do you have to go to Israel ? You can start with America and Russia and France and Great Britain and say hey, you have nuclear weapons ! We are talking about civilized countries that do not threaten the foundations of the world. They do not threaten other countries that they will use the nuclear weapons, you know, to destroy them. That's why there is a big difference. Israel is a democracy. Israel does not threaten any country, with anything. The most that we try to get for ourselves is to be able to live without terror. We never threaten any nation with annihilation. Iran openly, explicitly and publicly threaten to wipe Israel off the map. Can you say that this is the same level, when they are aspiring to have nuclear weapons, as America, France, Israel, Russia ? »²⁷.

Comme on le sait (cf. synthèse n° 7), il existe un débat en Israël depuis quelques années sur le maintien ou non de la politique d'opacité nucléaire, notamment face à la montée en puissance du programme iranien. La « sortie » de M. Olmert ne rompt pas réellement avec la ligne traditionnelle. Mais certains éléments suggèrent qu'elle était délibérée. L'interview doit en effet être resituée dans son contexte immédiat :

- ⇒ Elle intervient au beau milieu d'un débat sur les capacités conventionnelles de Tsahal, suite au demi-échec (ou au demi-succès) de l'opération de l'été au Sud-Liban.
- ⇒ Elle a été faite en Allemagne, au moment même où se tenait en Iran la conférence sur l'Holocauste.

²⁷ Entretien sur la chaîne de télévision N24 (Allemagne), 12 décembre 2006. M. Olmert s'exprimait en anglais.

⇒ Elle a eu lieu quelques jours seulement après que M. Gates, lors de ses auditions de confirmation, ait évoqué lui aussi le statut nucléaire d’Israël, fait rare chez les dirigeants américains.

Il est ainsi possible que M. Olmert ait cherché, plus ou moins consciemment, à rassurer la population israélienne quant à la capacité du pays à dissuader un Iran nucléaire.

ROYAUME-UNI

LE « LIVRE BLANC », DECODAGE

Le « Livre blanc » sur le programme nucléaire du pays présenté au Parlement le 4 décembre témoigne, s'il en était encore besoin, de la finesse des analyses britanniques sur la question nucléaire et de l'excellente aptitude des services gouvernementaux de Sa Majesté à l'argumentation publique sur les questions de défense²⁸. Bien sûr, il ne convaincra nullement la frange anti-nucléaire de l'opinion et les députés travaillistes opposés au remplacement du Trident. Mais il n'en fait pas moins œuvre utile auprès de ceux qui, au sein de la population ou de la représentation nationale, s'interrogent encore sur l'opportunité d'une décision engageant le pays pour les quarante prochaines années²⁹.

Sans surprise, l'option choisie est celle du renouvellement de la composante océanique, celle-ci restant dotée du missile Trident-2/D5, puis de son successeur. La seule question ouverte est celle du nombre de bâtiments : s'il était avéré que la permanence à la mer puisse être maintenue avec trois SNLE, le gouvernement ne s'interdirait pas de se limiter à ce nombre.

Le calendrier de la décision fait partie des points les mieux argumentés. Le document indique clairement que certains éléments critiques des SNLE *Vanguard* (chaudières, notamment) sont conçus pour une durée de vie de 25 ans et qu'il serait déraisonnable de décider d'emblée une prolongation même de cinq ans. De ce fait, si aucune décision de remplacement n'était prise, la permanence à la mer ne serait plus assurée à partir de 2024 (retrait du deuxième SNLE). Le gouvernement estime raisonnable de parier sur une durée de 17 ans entre la mise en route du programme et la mise en service du premier bâtiment (contre 14 ans pour la génération suivante, en raison de l'élévation des normes de sûreté et de la perte d'expertise). Ceci conduit à une décision en 2007, et à une mise en route du programme (contractualisation) vers 2013. Le gouvernement britannique a donc choisi une approche prudente et conservatrice.

²⁸ « The Future of the United Kingdom's Nuclear Deterrent », Presented to Parliament by the Secretary of State for Defence and The Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs By Command of Her Majesty, Cm 6994, décembre 2006.

²⁹ Une majorité de Britanniques se disaient hostiles au renouvellement de l'arsenal nucléaire du pays avant l'annonce de M. Blair : 46 % (contre 44 %) selon une enquête ICM de juillet 2006, et 54 % (contre 33 %) selon une enquête MORI de septembre 2005.

La réduction du nombre d'armes est bien entendu destinée à faire passer la pilule auprès des sceptiques. Le nombre annoncé d'armes « *opérationnellement disponibles* » (terme déjà employé en 1998, et depuis adopté par les États-Unis) passe de « *moins de 200* » à « *moins de 160* », soit une réduction annoncée de 20 %. Dans les faits la réduction est plus formelle que réelle : le nombre d'armes réellement disponibles était en effet assez largement inférieur à 200.

Concernant la doctrine nucléaire du pays, les points suivants sont particulièrement remarquables :

- ◆ Il semble qu'il y ait eu un choix délibéré de ne présenter la valeur dissuasive de l'arsenal britannique qu'au regard de la menace nucléaire. Les trois scénarios évoqués (menace nucléaire majeure, nouveaux États nucléaires, terrorisme nucléaire d'État) se réfèrent en effet exclusivement à une menace de ce type. Certes, Londres affirme rejeter le non-emploi en premier, mais il est frappant de constater que la menace biologique et chimique est absente du document.
- ◆ Quatre convergences nouvelles apparaissent entre la doctrine française et la doctrine britannique :
 - ⇒ *L'emploi de l'expression « intérêts vitaux »*. Jamais un document officiel britannique n'avait autant eu recours à cette expression pour désigner le seuil des intérêts protégés par la dissuasion britannique.
 - ⇒ *La référence explicite au terrorisme d'État*. Celle-ci est nouvelle dans le discours public britannique.
 - ⇒ *Le rôle des défenses anti-missiles*. Ces dernières sont présentées comme « *complémentaires* » aux autres moyens de défense, susceptibles de « *renforcer* » la dissuasion.
 - ⇒ *Le caractère stratégique de toute arme ou frappe*. Le document n'emploie pas le terme « sub-stratégique », même si l'option existe encore ; dans les faits, Londres a adopté la logique française (comme cela a été confirmé lors d'une récente réponse à une question parlementaire³⁰) : toute arme ou frappe est considérée comme « *stratégique* ».
- ◆ Les conditions du désarmement nucléaire unilatéral sont précisées : il s'agirait, d'une part, de « *progrès beaucoup plus importants* » dans la réduction des arsenaux existants ; et, d'autre part, d'un respect universel (« *global adherence* ») des normes de non-prolifération nucléaire (ces conditions ne sont pas éloignées de la position française – cf. le discours de l'Île Longue.)
- ◆ Enfin, sur le cadre juridique, Londres reprend, sans surprise, ses traditionnels éléments de langage inspirés de l'avis consultatif de la CIJ (1996). Mais l'argumentation reste prudente, et reconnaît implicitement – c'est nouveau – que l'emploi de l'arme nucléaire n'entrerait pas nécessairement dans le cadre du droit international existant.

³⁰ « *Any use of our nuclear weapons which may be contemplated would necessarily be 'strategic'* » (Des Brown, Secretary of State for Defence, référence 108795, Hansard, 18 décembre 2006, colonne 1485W).

Par ailleurs, concernant les systèmes d'armes, on notera les points suivants : l'arme du missile Trident est prévue pour durer jusqu'aux années 2020 (vers 2025) ; le Royaume-Uni continuera de disposer d'une arme de moindre énergie ; le nombre actuel de missiles détenus par le Royaume-Uni est de 50 ; le recours au GPS n'est pas indispensable à l'opération des SNLE *Vanguard*.

Enfin, on relèvera une absence : il est remarquable que pour un document qui se veut exhaustif, il ne soit fait aucunement mention de la coopération franco-britannique. Aucune dimension européenne au sens strict du terme n'apparaît d'ailleurs dans ce texte, si ce n'est une référence implicite aux déclarations des Chequers (1995) et du Touquet (2003) à propos de la légitimité d'un « centre de décision nucléaire indépendant » : selon le document, la possession par le Royaume-Uni d'une force de dissuasion se justifie aussi par le fait qu'un adversaire pourrait parier sur le fait que les États-Unis « *ou la France* » n'ouvriraient pas le feu pour défendre le pays.

RUSSIE

HEURS ET MALHEURS DES MSBS RUSSES

Le troisième échec successif (25 octobre, 7 septembre, 27 décembre) du nouveau missile MSBS *Boulava* fait naître de sérieux doutes sur la capacité du bureau d'études choisi par Moscou pour ce programme à mettre au point ce missile dans les délais prévus. Son directeur, Youri Solomonov, a pris le parti de s'inspirer du SSBS *Topol-M*, dont il est le concepteur, et de l'adapter au lancement par sous-marin. Ce choix est de plus en plus critiqué et le programme de mise en service des nouveaux SNLE de la classe *Borey* pourrait s'en trouver affecté. Deux commissions officielles d'enquête sont saisies de la question³¹.

Certains commentateurs vont jusqu'à dire qu'un retard significatif dans la livraison des missiles *Boulava*, qui s'ajouterait aux retards de livraison des missiles SSBS *Topol-M* mobiles, mettrait la Russie dans une situation de vulnérabilité telle que Moscou pourrait s'estimer contrainte, dès lors, d'adopter une posture de lancement sur alerte, voire de pré-délégation de l'autorité d'emploi³².

Cette crainte est sans doute excessive. Il faut à cet égard signaler que la Russie continue à moderniser ses missiles MSBS *Sineva* (SS-N-23 ou RSM-54) ; un tir d'essai de la nouvelle version de ce missile a été réussi le 9 septembre. En outre, le *Stingray* (SS-N-18 ou RSM-50) semble toujours vaillant, puisqu'il a, lui aussi, fait l'objet d'un tir réussi le 10 septembre. L'expert Nikolai Sokov note que ces deux tirs ont eu lieu, de manière inhabituelle, en direction de la région polaire, dont l'environnement magnétique, comme on le sait, n'est guère favorable à de tels essais. Il estime que Moscou pourrait chercher à tester de nouvelles trajectoires balistiques dans la perspective du déploiement annoncé d'un site de défense antibalistique GBI en Pologne au début de la décennie 2010³³).

³¹ RIA Novosti, « Forces stratégiques navales : le missile Boulava dans le collimateur de deux commissions (Izvestia) », 27 décembre 2006.

³² Richard Weitz, « Russian Missile Test Failure Increases Fears of Nuclear 'Hair-Trigger' », World Politics Watch, 10 novembre 2006.

³³ Nikolai Sokov & Jakob Quamme, « Russia's Newest Submarine-Launched Missile Fails in Tests, But Tests of Other Systems Succeed », WMD Insights, Issue 10, novembre 2006, pp. 30-31.

Par ailleurs, M. Poutine a implicitement confirmé que la Russie n'était plus en situation de prétendre à la parité avec les États-Unis. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il a déclaré à la télévision russe que « *dans le monde d'aujourd'hui, la qualité des armes est plus importante que le nombre de têtes nucléaires* »³⁴. Mais Moscou ne risque-t-elle pas de n'avoir ni l'une ni l'autre ?

³⁴ « Putin: Russia Must Maintain Nuclear Capability Guaranteeing Destruction of Any Aggressor », 16 novembre 2006.